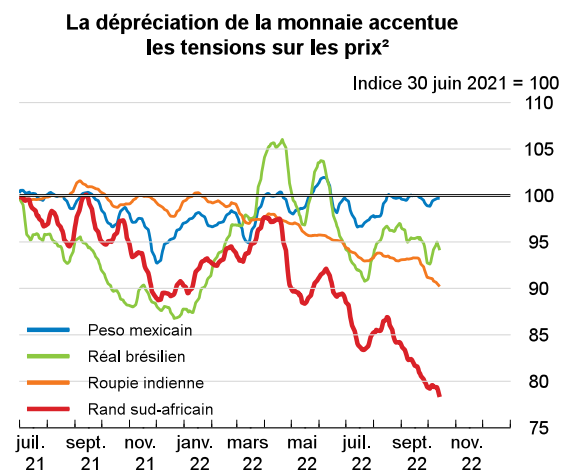
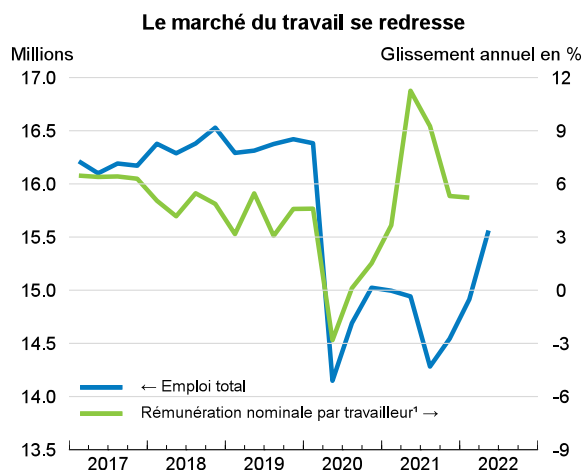


Afrique du Sud

Selon les projections, le PIB devrait croître de 1.7 % en 2022, de 1.1 % en 2023 et de 1.6 % en 2024. La consommation privée et l'investissement resteront les principaux moteurs de la croissance. Les transferts sociaux et l'amélioration de la situation du marché du travail continuent de soutenir les dépenses des ménages. L'investissement privé augmentera à mesure que les entreprises remplaceront un stock de capital de plus en plus obsolète. L'inflation devrait baisser peu à peu sous l'effet du resserrement de la politique monétaire. Parmi les risques entourant la croissance figurent des pénuries d'électricité prolongées et des tensions inflationnistes plus durables que prévu, qui pourraient retarder l'abaissement des taux directeurs.

Le risque budgétaire a reculé grâce à un cycle des matières premières favorable, mais le coût du service de la dette augmente. Les efforts visant à maîtriser la masse salariale du secteur public et à remédier à certaines faiblesses dans la gestion des marchés publics et des entreprises publiques devraient se poursuivre. Une refonte des exonérations fiscales permettrait de réduire les distorsions, d'augmenter les recettes et de renforcer l'équité. La politique monétaire devrait continuer à être resserrée jusqu'à ce que l'inflation se rapproche du point médian de la fourchette retenue comme objectif par la Banque de réserve sud-africaine. La scission prévue de la compagnie nationale d'électricité devrait être menée à bien pour permettre à d'autres producteurs d'entrer en concurrence et de renforcer les capacités, tout en faisant baisser les prix.

Afrique du Sud



1. Secteurs public et privé non agricoles.

2. Taux de change nominal par rapport au dollar des États-Unis. Moyenne mobile sur 7 jours.

Source : Office statistique sud-africain (Stats SA, *Statistics South Africa*) ; Banque de réserve sud-africaine (SARB, *South African Reserve Bank*) ; Refinitiv ; et calculs de l'OCDE.

Afrique du Sud : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de ZAR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Afrique du Sud						
PIB aux prix du marché	5 613.7	-6.3	4.9	1.7	1.1	1.6
Consommation privée	3 588.9	-5.9	5.6	3.1	1.7	1.8
Consommation publique	1 104.5	0.8	0.6	1.2	0.9	1.4
Formation brute de capital fixe	865.5	-14.6	0.2	4.5	4.2	7.0
Demande intérieure finale	5 558.9	-5.9	3.8	2.9	1.9	2.4
Variation des stocks ¹	24.5	-1.8	0.9	0.7	0.1	0.0
Demande intérieure totale	5 583.3	-8.0	4.8	3.7	2.0	2.4
Exportations de biens et services	1 532.4	-11.9	10.0	7.3	1.9	3.3
Importations de biens et services	1 502.1	-17.4	9.5	15.0	4.9	5.9
Exportations nettes ¹	30.3	1.8	0.1	-2.0	-0.9	-0.9
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.7	6.2	4.7	4.5	3.6
Indice des prix à la consommation	—	3.3	4.6	6.6	5.9	4.9
IPC sous-jacent ²	—	3.4	3.1	4.5	5.8	5.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-11.3	-6.6	-6.3	-6.1	-5.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.0	3.7	0.1	-0.6	-0.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/10ujip>

Les coupures d'électricité pèsent sur la reprise économique

Après deux trimestres de croissance positive, le PIB réel s'est contracté de 0.7 % (en glissement trimestriel) au deuxième trimestre de 2022, notamment en raison des inondations survenues dans le KwaZulu-Natal et d'importantes coupures d'électricité. Les inondations ont endommagé des usines et perturbé les chaînes d'approvisionnement. Les pannes d'électricité ont eu des répercussions sur l'activité dans les services, le secteur minier, l'industrie manufacturière et l'agriculture. Sous l'effet de la diminution des prix des carburants, la hausse des prix à la consommation est tombée d'un point haut de 7.8 % en juillet à 7.5 % en septembre. Le taux de chômage a reflué à près de 34 % et les créations d'emplois ont augmenté pour atteindre leur plus haut niveau depuis 2020. Cependant, la progression des salaires nominaux reste inférieure au taux d'inflation.

Avec le vieillissement du parc de générateurs au charbon, la baisse de la capacité de production d'énergie a entraîné de nouvelles coupures d'électricité, et la mauvaise gouvernance de la compagnie nationale d'électricité a fait grimper le coût de l'électricité. Les fluctuations du prix international du pétrole brut ont contribué à la hausse des prix intérieurs des carburants, qui a été exacerbée par la dépréciation de la monnaie. Afin d'amortir l'impact de cette hausse, le gouvernement a réduit la taxe sur les carburants entre avril et juillet 2022, pour un coût budgétaire d'environ 0.1 % du PIB.

Les politiques budgétaire et monétaire deviennent plus restrictives

Le cycle d'expansion des matières premières a accru les recettes fiscales. Ces plus-values de recettes ont permis au gouvernement de prolonger, jusqu'en mars 2024, l'aide spéciale accordée aux plus vulnérables (*Social Relief of Distress*) et de prendre des mesures temporaires pour amortir l'impact de

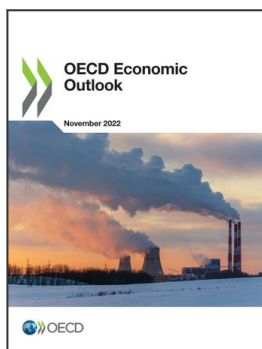
l'inflation, sans accentuer les tensions sur les finances publiques. Le solde budgétaire de cette année devrait dépasser les prévisions budgétaires. Toutefois, la dette reste supérieure à 70 % du PIB et les coûts croissants du service de la dette représentent déjà 15 % des dépenses publiques. Dans l'optique d'assainir les finances publiques, essentiellement via la maîtrise de la masse salariale du secteur public, l'orientation budgétaire devrait être restrictive en 2023 et 2024. En septembre 2022, la banque centrale a relevé son taux directeur de 75 points de base, à 6.25 %. Elle devrait poursuivre le resserrement de sa politique monétaire et porter le taux directeur à 7.25 % au début de 2023, puis le laisser inchangé jusqu'à ce que l'inflation sous-jacente tombe près de 5 %, ancrant les anticipations d'inflation et limitant les tensions sur le taux de change.

Les perspectives mondiales difficiles détériorent les perspectives de croissance intérieure

La croissance continuera d'être tirée par la reprise de la consommation et de l'investissement privés. Les transferts sociaux, l'amélioration des perspectives d'emploi et la baisse des taux d'épargne devraient soutenir la consommation privée, qui sera cependant atténuée par une forte inflation et par le resserrement des conditions financières en 2023-24. Malgré des conditions financières moins favorables, l'investissement privé poursuivra son redressement vers les niveaux observés avant la pandémie, les stocks de capital devant être remplacés. On s'attend néanmoins à une baisse des prix des exportations sud-africaines de matières premières en 2023-24, qui conduira à une détérioration des termes de l'échange et du solde des paiements courants. La baisse de la croissance mondiale pèsera également sur les exportations à court terme. L'inflation sous-jacente devrait continuer d'augmenter jusqu'au début de 2023, lorsqu'une hausse des loyers et des primes d'assurance médicale est prévue. Le resserrement de la politique monétaire fera lentement reculer l'inflation en 2023-24. Les risques qui pèsent sur la croissance concernent notamment la situation d'approvisionnement en électricité, qui restera tendue, avec un risque élevé de coupures d'électricité prolongées. L'opposition aux modérations salariales dans le secteur public et les difficultés financières auxquelles sont confrontées les entreprises publiques constituent des risques budgétaires majeurs. Le taux de change pourrait pâtir d'un nouveau durcissement des conditions financières mondiales et de la volatilité potentielle des flux de capitaux. À l'inverse, une reprise du tourisme international plus vigoureuse qu'attendu apporterait un soutien supplémentaire à la croissance.

Stimuler la productivité et renforcer le système fiscal sont des priorités essentielles

Permettre aux fournisseurs privés d'énergies renouvelables d'alimenter le réseau contribuerait à réduire les pénuries d'électricité et inciterait du même coup les investisseurs privés à mettre en place des infrastructures de production d'électricité propre et efficiente. L'élargissement des assiettes de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, via une refonte des exonérations fiscales et une hausse des taxes environnementales et des impôts sur le patrimoine, permettrait de dégager des marges de manœuvre budgétaires pour financer des réformes propices à la croissance, tout en améliorant l'efficacité et l'équité du système fiscal. Ces marges de manœuvre budgétaires devraient être utilisées pour améliorer la qualité des infrastructures dans les domaines de l'énergie, des transports et des télécommunications, afin de renforcer la croissance de la productivité et de rehausser les niveaux de vie.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Afrique du Sud », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/7d85c342-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.